L'Union africaine suspend le Mali de toutes ses instances

PANA,Â 02 juin 2021 Addis-Abeba, Ethiopie - L'Union africaine (UA) a suspendu le Mali de toutes ses instances avec effet immÃ©diat jusqu'au rÃ©tablissement de l'ordre constitutionnel dans le pays.Â Cette dÃ©cision fait suite Ã l'Ã©volution de situation dans ce pays d'Afrique de l'Ouest oÃ¹ le prÃ©sident, Bah Nâ€™Daw, et le Premier ministre, Moctar Ouane, de la Transition, ont Ã©tÃ© dÃ©chus Ã la faveur d'un nouveau coup d'Etat.Â Â

Le Conseil de paix et de sÃ©curitÃ©Â (CPS), Ã l'occasion de sa 1001Ã¨me rÃ©union, le 1er juin 2021, consacrÃ©e Ã la situa au Mali, a approuvÃ© les dÃ©cisions adoptÃ©es par les dirigeants de la CommunautÃ© Ã©conomique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) rÃ©unis dimanche Ã Accra, la capitale du Ghana, qui ont suspendu Bamako de l'organisation sous-rÃ©gionale.Â Un communiquÃ© du CPS dÃ©clare que l'UA dÃ©cide de "suspendre immÃ©diatement la RÃ©publique du Mali participation Ã toutes les activitÃ©s de l'Union africaine, ses organes et ses institutions, jusqu'Ã ce qu'un ordre constitutionnel soit rÃ©tabli dans le pays". Le communiquÃ© indique que l'UA appelle les militairesÂ "urgemment et inconditionnellement Ã retourner dans leurs casernes et Ã s'abstenir de toute interfÃ©rence future dans le processusÂ politique au Mali".Â L'UA demande Ã Ã©tablir les conditions pour le retour Ã une transition dÃ©mocratique "sans entrave, transparente et rapide" et basÃ©e sur la feuille de route pour le Mali, sans quoi, le conseil n'hÃ©sitera pas Ã imposer des sanctions ciblÃ©es et d'autres mesures punitives "contre ceux qui empÃªchent la transition". Le communiquÃ© demande aux forces de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© maliennes de lever immÃ©diatement toutes les restrictions imposÃ©es Ã tous les acteurs politiques, notamment l'assignation Ã rÃ©sidence de MM. Nâ€™Daw et Ouane. Il demande aux autoritÃ©s de transitio de respecter et de se conformer Ã la pÃ©riode de transition de 18 mois initialement prÃ©vue.Â Le conseil demande au peuple malien de rester calme et de continuer Ã travailler ensemble dans le cadre de l'Accord de paix et de rÃ©conciliation de 2015 sur le Mali, qui Ã©mane du processus d'Alger marquÃ© par la participation effective des femmes, des jeunes et des Maliens de la Diaspora, et d'organiser des Ã©lections libres, justes et crÃ©dibles leÂ 27 fÃ©vrier 2022.Â L'UA a soulignÃ© que les autoritÃ©s actuelles du processus de transition, y compris le chef de la Transition, le vice-prÃ©sident et le Premier ministre, ne doivent en aucun cas, Ãªtre candidats Ã la prochaine Ã©lection prÃ©sidentielle au Mali.Â Le Conseil a dÃ©cidÃ© constituer une mission d'Ã©valuation du CPS au Mali pour discuter avec tous les acteurs concernÃ©s et l'EnvoyÃ© spÃ©cial de la CEDEAO, l'ex prÃ©sident du Nigeria, Goodluck Jonathan, afin d'identifier les domaines dans lesquels l'UA peut apporter son soutien au Mali, en particulier concernant la mise en oeuvre du programme de transition et l'organisation des Ã©lections.Â L'UA a appelÃ© la communautÃ© internationale Ã prolonger son soutien financier au Mali afin de lui permettre de relever ses importants dÃ©fis macroÃ©conomiques et de veiller Ã ce que le plan de transition ne soit pas dÃ©voyÃ©.Â L'armÃ©e malienne a renversÃ© le prÃ©sident Ibrahim Boubacar KeÃ¯ta en aoÃ»t 2020 et constituÃ© une junte militaire dirigÃ©e par le colonel Assimi GoÃ¯ta pour gouverner le pays.Â Face Ã l'intransigeance de la CEDEAO, l'armÃ©e accepte une transition de 18 mois avec un prÃ©sident et un Premier ministre civilsÂ par intÃ©rim.Â Mais lundi dernier, le colonel GoÃ¯ta, qui Ã©tait vice-prÃ©sident par intÃ©rim, limoge le prÃ©sident N'Daw et le Premier ministre Ouane pour ne pas l'avoir consultÃ© Ã l'occasion d'un remaniement. Les deux hommes ont "dÃ©missionnÃ©" et le colonel GoÃ¯ta a Ã©tÃ© confir prÃ©sident par intÃ©rim par la Cour Constitutionnelle.Â Suite au sommet de dimanche dernier Ã Accra, l'armÃ©e a dÃ©signÃ© Choguel Kokalla MaÃ¯ga, du Mouvement du Rassemblement des forces patriotiques du 5 juin (M5-RFP), nouveau Premier ministre.